

TEXTE ECOLE EMANCIPEE CAN 14 et 15 JANVIER 2014

Les politiques néo-libérales se poursuivent sous Hollande comme elles s'appliquaient sous Sarkozy. De ce point de vue, il y a bel et bien une continuité économique avec un gouvernement qui se prétend « socialiste » et mène une politique de l'offre, c'est à dire exclusivement en faveur des entreprises sous prétexte de compétitivité. L'UMP en est réduite à faire de la surenchère sur une politique qu'elle n'aurait pas renié si elle avait été au pouvoir. Ce parti vient ainsi de sortir un programme où il propose de passer l'âge de la retraite à 65 ans et d'augmenter le temps de travail de tou-te-s. Pour autant cela ne fait pas passer le gouvernement Hollande – Ayrault pour un gouvernement de gauche : entre mort du code du travail avec l'ANI et remise en cause de la retraite par répartition, ce n'est pas ce qu'on attend d'un gouvernement qui se prétend de gauche. Les vœux présidentiels pour 2014 enfoncent le clou d'une politique servant résolument les intérêts du patronat : le « pacte de responsabilité » est un cadeau fait au MEDEF, lequel ne cache pas son enthousiasme. Une nouvelle réduction importante des dépenses publiques et de protection sociale est annoncée pour exonérer les entreprises des cotisations familiales, et réduire encore leur fiscalité... Le tout sans contrepartie une fois de plus, et avec un discours indigne de la gauche : *« Nous devons faire des économies partout où cela sera possible. C'est vrai pour l'État, pour les collectivités locales (...), et pour la Sécurité sociale, qui doit en terminer avec les excès et les abus »* laissant entendre que le trou de la sécu est dû à des abus et excès (de qui?) et non aux exonérations massives de cotisations patronales depuis 30 ans. Le pire est donc à craindre pour les prochains mois.

Quant à la réforme fiscale annoncée par Hollande comme une révolution durant sa campagne et qui devait amener à plus de justice sociale, comme dirait un autre président corrézien, elle fait pschiiit ! Au moment où Ayrault annonce cette réforme (mais qui devrait prendre deux quinquennats quand même, le smicard peut bien attendre!), le gouvernement augmente la TVA, c'est à dire de l'impôt le plus injuste de notre système fiscal. Et dans le même temps s'applique dès 2014, le Crédit Impôt Compétitivité Emploi qui va offrir 20 milliards par an aux patrons !

Dans ce contexte, la journée interprofessionnelle de mobilisation du 6 février prochain, décidée par la seule CGT, pourrait être une bonne chose à condition qu'elle se fasse dans un réel esprit unitaire sur des bases revendicatives claires (pas question de s'aligner sur le moins disant, à savoir les positions de la CFDT) et que cela soit réellement une journée de grève contre les politiques d'austérité.

Dans un contexte politique général où l'extrême droite cherche à brouiller les pistes en se faisant passer pour « sociale » ou « antisystème » de Florian Philippot à Alain Soral ou de Marine Le Pen à Dieudonné, l'initiative intersyndicale (FSU, CGT, Solidaires) du 29 janvier prochain est très importante et doit marquer le début d'une reconquête idéologique vers celles et ceux qui pourraient se laisser abuser par la bête immonde. Pour autant, l'interdiction des spectacles de Dieudonné voulue par Valls, ministre poursuivi après plainte du MRAP pour incitation à la haine raciale à cause de ses propos sur les Roms, pose un problème politique majeur dans la mesure où le motif invoqué, « risque de troubles à l'ordre public », crée une jurisprudence qui peut se retourner contre n'importe qui.

EDUCATION

Le grand chantier qui nous occupe et nous préoccupe, c'est bien entendu celui sur le métier ouvert par Peillon.

Rappelons d'abord que nous ne sommes pas pour la défense inconditionnelle des décrets de 1950 quoiqu'il arrive. Si l'on peut améliorer nos statuts, il faut en profiter. Las, le gouvernement ne nous propose qu'une réforme à moyens constants où il y aura peu de gagnant-e-s mais beaucoup de perdant-e-s. D'abord, sous des dehors souriants, le ministre cherche à opposer les salarié-e-s entre eux en affirmant qu'il prendrait aux profs des classes prépas pour donner à ceux de ZEP. Quoiqu'on pense des classes prépas, on doit réaffirmer un principe de base : on ne déshabille pas les un-e-s pour habiller les autres. Enseigner en ZEP mérite effectivement plus qu'un simple coup de pouce !

Par ailleurs, le volet 2 des discussions qui définit toutes les missions en dehors de la classe va dans le mauvais sens : il aboutira à un alourdissement de la charge de travail des enseignant-e-s et un accroissement de la pression des hiérarchies locales. C'est en ZEP que cet aspect sera le plus lourd avec le poids des parcours d'orientation, un suivi des élèves plus chronophage et la multiplication des partenariats concernant la découverte professionnelle, les classes relais, les dispositifs municipaux de persévérance scolaire et de gestion du décrochage scolaire. Ainsi la pondération promise pour les collègues d'une centaine seulement d'établissements de ZEP ne se traduirait pas par une amélioration des conditions de travail car en contrepartie il serait imposé aux collègues une plus importante charge de travail hors de la classe.

Dans ces conditions, nous avons été surpris-e-s des communiqués quasi victorieux envoyés par le secrétariat général lors de ces discussions. Certes, le gouvernement a reculé sur la question de l'annualisation et après ? Il faut se méfier car dans le premier degré elle est entérinée pour les remplaçant-e-s pourquoi ne le serait-elle pas pour les TZR ? Le ministre semble reculer en rouvrant des discussions mais c'est après la mobilisation sans précédent des enseignant-e-s des classes prépas. Donc sous la pression. Pour le reste, ce qui était proposé était inacceptable car bien en-deçà des revendications et mandats du SNES et n'actait pas de véritable avancée : l'heure de première chaire remplacée par des pondérations aux calculs improbables qui auraient certainement signifié des heures supplémentaires pour les collègues, un alourdissement des tâches, pas d'augmentation de salaires, pas de réduction des effectifs par classe...

Le gouvernement rouvre des discussions théoriquement terminées. C'est une bonne chose mais le SNES doit y aller en ayant construit un rapport de force permettant gagner sur ses mandats : réduction générale du temps de travail (2h pour tou-te-s et 2 h de plus en ZEP), augmentation générale et importante des salaires (et pas de l'indemnitaire), alignement sur le meilleur statut : celui des agrégé-e-s, réduction des effectifs à 25 par classe. Cela paraît irréaliste à budget constant mais justement nous ne défendons pas la politique d'austérité du gouvernement. Nous pensons que ces mandats sont réalistes en termes humains et de cohérence d'une politique pédagogique et scolaire ambitieuse. Le financement peut se faire en arrêtant les cadeaux au patronat comme le CICE qui coûtera 20 milliards au budget de l'Etat en 2014 !

Le gouvernement doit annoncer des mesures pour l'Education Prioritaire ou pour les établissements les plus difficiles. Nous devons exiger la disparition des dispositifs Eclair, la diminution réelle des effectifs dans tous les établissements difficiles, la diminution des services et de la charge de travail pour tous les personnels qui y sont affectés. Nous voulons l'ouverture d'un vrai débat qui ne soit pas verrouillé par l'administration et les contraintes budgétaires sur ce qu'il faudrait faire pour réduire, enfin, l'échec scolaire et la reproduction sociale. Il ne serait pas admissible que les décisions gouvernementales se traduisent par une aggravation des conditions dans la majorité des actuels établissements prioritaires. Il serait en particulier inadmissible que les établissements, qu'il s'agisse de collèges ou de lycées, sortent du dispositif.

Les LV et l'orientation dans la tourmente :

Une circulaire de la DGESCO annonce une aggravation majeure des conditions de passation des épreuves orales au baccalauréat alors que les modalités de passation de l'an passé posaient déjà problème du point de vue de l'égalité de traitement des candidats d'un établissement à l'autre, avec des dates de passation différentes d'une académie à l'autre, comme pour la charge de travail des enseignants (conception des sujets, organisation matérielle des épreuves). Désormais, on demanderait aux enseignants d'évaluer leurs propres élèves pendant les cours. C'est bien sûr inacceptable. Une campagne nationale du SNES, en lien si possible avec les autres syndicats mais aussi avec les organisations lycéennes et de parents d'élèves, est nécessaire pour défendre le caractère national du baccalauréat pour des épreuves nationales, anonymes et terminales.

La poursuite de la casse du service public d'orientation de l'Education Nationale, commencée par Sarkozy, se poursuit avec la même force sous la gauche. Dans les académies, les Rectorats ferment

les CIO, comme récemment dans l'Académie de Rouen, où l'on annonce la fermeture de 10 CIO sur 17. La régionalisation masquée est toujours d'actualité. Ceci a pour conséquence la fermeture de plusieurs services publics, le mépris d'usagers qui vont devoir faire des dizaines de kilomètres pour trouver un CIO, et le report des missions d'orientation sur les enseignants, et sur des prestataires privés, mis en avant via le Parcours de Découverte des Métiers et des Professions, voulu par Peillon.

ACTION

Dans la situation actuelle la journée de la CGT ne semble pas aller vers une journée de grève interprofessionnelle. Nous devons cependant pousser en ce sens. La FSU doit reprendre l'initiative pour empêcher que l'interpro s'enlise dans un constat des accords entre CGT et CFDT. Elle doit pousser à une condamnation des vœux de Hollande et à l'action pour repousser les attaques prévues : pacte de responsabilité, sécurité sociale. **A cet égard, le texte signé par la FSU qui finit en évoquant la participation à des discussions « dans le cadre du pacte de responsabilité » ne peut que porter à confusion parmi les travailleurs.** Pourtant, il faut reprendre la rue, et ne pas la laisser à la droite et à l'extrême droite. Il est important de montrer que nous portons des propositions alternatives au libéralisme économique et c'est aussi dans la rue et dans la grève qu'il faut les exprimer.

Dans l'Education la première des actions que doivent mener le SNES et la FSU c'est appeler fin janvier, à une grève sur nos mandats, nos revendications sur le statut des personnels de l'Education Nationale. Il s'agirait pour la première fois depuis longtemps d'une grève en positif, d'une grève pour gagner et non seulement pour défendre des acquis.

Pour l'Education Prioritaire, comme pour l'Orientation, le SNES doit se donner les moyens de réagir très vite aux annonces gouvernementales et prévoir la mobilisation des collègues, en tout premier lieu des établissements directement concernés. Dès la semaine du 20, il faut organiser des rassemblements massifs des collègues.